

DELIBERATION 2025 16 –

Décision modificative n°1 du Budget Principal 2025

Séance du Comité syndical du 24 avril 2025

EXPOSE DES MOTIFS

La décision modificative du budget principal 2025 vise à procéder à la modification des inscriptions budgétaires nécessaires à la suite de l'autorisation de la DGFIP de procéder à l'étalement, sur 5 exercices, de la somme de 43 M€ correspondant au solde de la condamnation dans le cadre du contentieux avec la SAS Autolib' rendu par la Cour administrative d'appel de Paris le 21 février 2025. Elle a également pour objectif d'ouvrir les crédits nécessaires à la mise en place d'un emprunt pour procéder au paiement rapide de cette somme et à ajuster les intérêts au taux légal majoré à verser à la SAS Autolib'. Enfin, elle prend en compte le choix des collectivités qui ont opté pour un paiement en étalement sur 5 exercices ainsi que le montant de l'adhésion à l'Agence France Locale.

En conséquence, il est proposé :

- En dépenses d'investissement d'inscrire le transfert de charge de 43 M€ sur la nature 4818 (charges à étaler) chapitre 040 ;
- En dépenses d'investissement d'inscrire sur les natures 1641 (emprunt en euros) et 16441 (prêt relais-ligne de trésorerie) la somme de 15 088 700 €
- En dépenses d'investissement le montant de l'adhésion à l'Agence France Locale pour 34 100 € ;
- En recettes d'investissement d'inscrire sur la nature 1641 (emprunt) la somme de 33 M€ et 10 M€ sur la nature 16441 (prêt relais) ;
- En recettes d'investissement d'inscrire la somme de 8,6 M€ sur la nature 4818 (charges à étaler) correspondant 1/5 de charge étalée de 43 M€ ;
- En recettes d'investissement d'inscrire la somme de 6 522 800 sur le chapitre 021 (virement de la section de fonctionnement)
- En dépenses de fonctionnement d'inscrire 8,6 M€ sur la nature 68128 (DAP-Charges exceptionnelles différées)
- En dépenses de fonctionnement d'inscrire 0,9 M€ sur la nature 66111 (intérêts réglés à l'échéance) ;
- En dépenses de fonctionnement d'ajuster pour 0,69 M€ la nature 65888 (autres charges diverses de gestion courantes) ;
- En dépenses de fonctionnement d'inscrire la somme de 6 522 800 sur le chapitre 023 (virement à la section d'investissement)
- En recettes de fonctionnement de réduire de 26 287 200 € la participation des communes correspondant à celles qui ont fait le choix d'un paiement en étalement ;
- En recettes de fonctionnement d'ajouter sur la nature 791 (transfert de charges) 43 M€.

La décision modificative ne modifie donc pas les équilibres du budget 2025.

Je vous prie, cher.e.s collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président

DELIBERATION 2025 16 –

Décision modificative n°1 du Budget Principal 2025

Séance du Comité syndical du 24 avril 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat,
Vu l'instruction budgétaire M57 ;
Vu les statuts de l'Agence métropolitaine des mobilités partagées ;
Vu l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Paris N°24PA00645 du 21 février 2025 ;
Vu l'autorisation de la Direction générale des Finances publiques du 31 mars 2025 référencée 2025/03/2617, d'étaler sur 5 ans la charge induite par la décision de justice ;
Vu la délibération 2025 08 du 7 avril 2025 approuvant les montants des contributions 2025 à l'Agence ;
Vu la délibération 2025 13 du 24 avril 2025 approuvant l'adhésion au groupe Agence France Locale ;
Vu la délibération 2025 15 du 24 avril 2025 approuvant la modification des montants des contributions 2025 à l'Agence ;

Considérant que l'exécution du budget principal 2025 nécessite d'ajuster les crédits inscrits en section de fonctionnement et en section d'investissement,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : DÉCIDE d'inscrire en dépenses d'investissement 58 122 800 € correspondant à la charge à étaler de 43 M€, au remboursement de l'emprunt pour 15 088 700 € et à l'adhésion au groupe Agence France Locale pour 34 100 € ;

Article 2 : DÉCIDE d'inscrire en recette d'investissement 58 122 800 € correspondant à l'acquisition d'un emprunt pour 33 M€, d'un prêt relais pour 10 M€ et d'un virement de la section de fonctionnement pour 6 522 800 € ;

Article 3 : DÉCIDE d'inscrire en dépenses de fonctionnement 16 712 800 € correspondant à la DAP de la charge différée pour 8,6 M€, aux remboursements des intérêts pour 0,9 M€, aux intérêts au taux légal majorés pour 0,69 M€ et au virement à la section d'investissement pour 6 522 800 € ;

Article 4 : DÉCIDE d'inscrire en recettes de fonctionnement 16 712 800 € correspondant au transfert de charges pour 43 M€ et à une diminution des contributions des collectivités de 26 287 200 € ;

Article 5 : APPROUVE, en conséquence, la décision modificative n°1 du budget principal 2025 arrêtée comme suit :

Section de fonctionnement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
023	023		6 522 800,00 €		
65	65888		690 000,00 €		
66	66111		900 000,00 €		
042	68128		8 600 000,00 €		
042	791				43 000 000,00 €
74	74748			(26 287 200,00) €	
TOTAL			16 712 800,00 €	(26 287 200,00) €	43 000 000,00 €
SOLDE		- €	16 712 800,00 €		16 712 800,00 €

Section d'investissement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
16	1641		5 088 700,00 €		
16	16441		10 000 000,00 €		
26	261		34 100,00 €		
040	4818		43 000 000,00 €		
021	021				6 522 800,00 €
16	1641				33 000 000,00 €
16	16441				10 000 000,00 €
040	4818				8 600 000,00 €
TOTAL			58 122 800,00 €	- €	58 122 800,00 €
SOLDE		- €	58 122 800,00 €	- €	58 122 800,00 €



Le Président,

Sylvain Raifaud

